



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22-01-2017

Rapport au Comité National du 21 Janvier 2017

Chers camarades,

Meilleurs vœux à toutes et à tous pour cette année qui commence et qui va compter dans la vie de notre parti puisque nous allons vivre un moment d'intense activité dans les tous prochains jours, les semaines et les mois qui viennent.

Cette année 2017 va être marquée par les élections au premier semestre, présidentielle et législatives, où nous sommes présents pour démontrer qu'on peut construire dans ce pays une autre société, débarrassée du capital, une société pour répondre aux besoins du peuple.

Les moyens existent pour cela, mais il faut la lutte politique quotidienne pour aller les chercher, en donner la maîtrise au peuple pour changer de société. Il n'y a pas d'autre voie.

La période qui s'annonce a donc une importance particulière et nous avons une responsabilité unique, puisque nous sommes le seul parti à porter une perspective politique révolutionnaire.

Tout est fait, construit, organisé, pensé par tous les acteurs de la vie politique pour empêcher, dévoyer, mettre un voile sur les possibilités énormes que possède la France pour changer de politique.

Nous avons assisté aux « primaires de la droite » pendant des semaines, puis depuis le début de l'année c'est celles de ceux qui se disent « à gauche », bref c'est un flot continu de « débats » dont aucun ne répond aux attentes du peuple, au contraire, tous veulent poursuivre la politique d'austérité contre les travailleurs et favoriser davantage les exigences patronales.

Pour focaliser les débats autour de l'idée qu'il n'y a pas d'autre politique possible, les uns et les autres s'efforcent de trouver de « bons sujets », des « propositions » pour se démarquer de la politique conduite depuis 2012 sans la changer, mais pour aggraver les conditions de vie du peuple.

C'est Fillon, désigné par la droite, qui veut supprimer 500 000 fonctionnaires et casser la protection sociale, c'est Hamon et Valls avec le « revenu universel ».

Entre nous, il y a belle lurette que l'emploi dans la fonction publique diminue, que le statut de la fonction publique est attaqué, que les salaires reculent, que la protection sociale est dépecée au fil des années. Heureusement qu'il y a les luttes menées même s'ils elles sont insuffisantes, pour freiner les appétits du capital.

Le débat initié par le Parti socialiste sur le « revenu universel » est du même tonneau, il vise à organiser, structurer le chômage, la pauvreté et la précarité de masse en exonérant le capital de toute responsabilité. C'est la loi Macron exercée par l'État et financée par l'impôt, tout en fragilisant encore plus la protection sociale.

Hamont et Valls ont d'ailleurs déclaré « revoir le financement de la protection sociale dans le cadre de son application (du revenu universel) ».

Ces propositions sont présentées sous des aspects « progressistes », Fillon veut sauver la fonction publique donc il faut supprimer des fonctionnaires, le Parti Socialiste sous prétexte de la « disparition du travail » veut empêcher les gens de mourir en leur donnant un revenu. Cette vieillie idée consistant à faire croire que le travail disparaît doit nous rappeler les débats, qui traversent y compris le syndicalisme, sur la « disparition de la classe ouvrière » la « mutation du salariat », j'en passe et des meilleures chacun d'entre nous vit cela.

Cela veut dire aussi que comme le travail « disparaît », l'exploitation capitaliste disparaît également, il faut donc s'adapter à cette « mutation ».

Il faut que l'on rappelle avec force, parce que l'on va avoir affaire avec ce type de discussion, qu'hier, aujourd'hui, et demain, les richesses ne peuvent être créées que par le travail et que son exploitation sous régime capitaliste quelle que soient les avancées techniques ou technologiques, est source de profit, seul but recherché par le capital. Nous devons donc être attentifs à ce type de proposition, il faut d'ailleurs remarquer l'extrême discrétion du Medef, qui ne dit mot... consent.

Polariser le débat autour de ces questions est pour la droite et le Parti Socialiste essentiel, il ne faut pas que l'on parle d'autre chose et c'est normal, ils ont tous exercés le pouvoir dans les ministères.

Il suffit d'une épidémie de grippe pour que les actes chirurgicaux soient stoppés par manque de lits et de médecins. Il suffit d'une vague de froid, que l'on nous présente comme «exceptionnelle », pour menacer la population de « coupure » de l'électricité. Il suffit de quelques degrés de moins pour, comme chaque année, ouvrir les gymnases pour éviter la mort à ceux qui sont chassés du travail ou qui n'ont pas les moyens de se loger.

Hivers rudes ou pas, la situation découle de décisions politiques délibérées, combien de lits d'hôpitaux supprimés ? Quelle politique énergétique en France, combien de suppressions d'emplois dans l'énergie. ? Combien de suppressions d'emplois dans l'industrie ? Le blocage des salaires et des pensions depuis des années jettent à la rue un nombre de plus en plus important de personnes.

Comme on le voit ils veulent continuer, poursuivre et aggraver l'austérité en bons serviteurs de la politique du capital qui ne peut pas répondre aux besoins élémentaires comme ceux que nous venons d'exposer : se soigner, se chauffer, se loger, se nourrir devient de plus en plus difficile pour une part de plus en plus importante de la population dont 14 % vit sous le seuil de pauvreté.

Mais qui dénonce cela dans les fameuses « primaires » ?

Quand ils en parlent c'est pour justifier les décisions prises, et en proposer d'autres qui vont encore aggraver la situation. Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là, mais nous le savions...

Le Front National, très discret jusque-là, commence à dévoiler son programme. Sa haine distillée contre les travailleurs ressurgit à l'occasion des débats sur l'immigration et les réfugiés fuyants leur pays sous les bombes de l'impérialisme, mais le Front National ne dit rien sur cette question. En se prétendant être le parti du « peuple et des travailleurs », il cache autant qu'il peut son allégeance au capital en centrant le débat sur l'immigration, le retrait de l'Europe, mais il propose d'aider les entreprises en leur octroyant des fonds publics pour les « aider à se développer ». Il salue l'élection de Trump aux USA et l'encourage dans sa politique alors que le futur gouvernement américain sera composé essentiellement de patrons de multinationales.

Macron se présente comme « l'homme nouveau », ce qui évidemment ne veut rien dire en politique, mais c'est une possibilité que la bourgeoisie veut exploiter pour donner une « autre image » de la politique pour mieux la poursuivre.

Mélenchon qui a recueilli les faveurs du Parti Communiste Français, fait l'objet comme Fillon, Macron, Le Pen, d'attentions particulières de la part des médias nationaux dont on sait qu'ils sont tous détenus par des patrons de multinationales.

La recherche d'une relève à la politique actuelle bat son plein, mais elle n'est pas sans difficulté car il faut tenir compte du profond mécontentement lié à la politique actuelle. Mécontentement social, on l'a vu avec la loi travail et la loi Macron, mécontentement politique au travers de divers sondages qui notent tout un rejet massif de la politique actuelle.

Dans un sondage publié par le journal « les Échos » de mercredi dernier, 89 % des Français disent que les responsables politiques ne se préoccupent pas de leurs problèmes. 75 % pensent que les élus et dirigeants politiques sont corrompus, 70 % que la démocratie ne fonctionne pas, 67 % que les politiques ne se soucient que des riches et des puissants. Ils sont 18 % à penser que les politiques tiennent leurs promesses. Et malgré ce rejet massif, 56% des Français disent s'intéresser à la politique.

Sans donner plus d'importance qu'il n'en faut aux sondages dont on connaît les objectifs de manipulation, on constate tous, et nous le faisons souvent, la profondeur du mécontentement. Mais le rejet de la politique actuelle ne débouche pas automatiquement sur la remise en cause du capitalisme, cela se saurait.

Aucun de ces candidats ne remet en cause le système, personne ne cible le capital comme étant la cause unique des difficultés, tous le gèrent ou le développent.

Le syndicalisme est également traversé par ce débat, des centrales syndicales CFDT en tête sont devenues des «partenaires » du Medef et négocient avec lui dans le cadre du « dialogue social », alors que dans le même temps la répression syndicale est de plus en plus violente, des militants de plus en plus nombreux sont poursuivis et condamnés.

Toutes les centrales syndicales et notamment la CGT qui réclame une « autre répartition des richesses » sont interpellées par le débat politique. Au cours d'un entretien au journal « les Échos » », Martinez, secrétaire général de la CGT s'indigne que les politiques sont « loin de la réalité du monde du travail ». Une découverte... ? Rappelons que cela n'avait pas empêché la CGT en 2012 d'appeler à voter Hollande, on en connaît aujourd'hui les résultats, ce qui pousse Martinez à être prudent sur la question mais il affirme d'ores et déjà vouloir faire barrage au Front National, une manière détournée de dire on votera pour le « moins pire » en cas de besoin.

Comme on le voit, le capital a encore de beaux jours devant lui, on comprend mieux la défiance de la population vis-à-vis du politique.
Le capital est en crise et si il veut continuer à exister, il faut qu'il se développe, et cela à n'importe quel prix, c'est vrai pour tous les pays parce que la loi du capital est identique partout, c'est la loi du profit.

Cette course effrénée oppose les multinationales entre elles, les pays capitalistes entre eux, les impérialismes s'affrontent.

Le danger existe que les conflits armés se généralisent. De nouvelles stratégies politiques apparaissent, le Brexit en Angleterre qui ne change rien pour le peuple sauf à accentuer encore l'austérité, développer les profits, notamment financiers, baisser

encore la fiscalité des multinationales.

C'est le même mouvement qui s'amorce aux États-Unis avec l'élection de Trump, mis en place par les grands groupes industriels et financiers qui vont gouverner le pays. On peut s'attendre sans trop se tromper à une aggravation sans précédent des conditions de vie des Américains.

Ces stratégies sont liées également à la concurrence internationale qui fait rage, les interventions armées ne se comptent plus, les pays intervenants sont de plus en plus nombreux, la course aux armements s'accélère, les budgets militaires explosent partout et ce n'est pas seulement pour satisfaire au profit des industries d'armement, c'est aussi pour posséder et utiliser les moyens de domination nécessaires pour développer le capital.

Les états s'allient et se séparent au gré des intérêts des multinationales. La guerre en Syrie en est un exemple, la Syrie, la Russie, l'Iran, les kurdes et la Turquie (qui l'aurait cru ?), sont alliés aujourd'hui, adversaire hier, demain on ne sait pas...

La Chine, hier « l'ennemi communiste » est devenu le pays de pointe du capitalisme mondialisé, elle devient aux yeux de l'impérialisme américain, un concurrent dangereux.

L'Afrique est actuellement un des continents des plus convoités, ses énormes richesses en matières premières, ses capacités de développement considérables avec une population qui va doubler d'ici 2050, est une opportunité pour les impérialistes qui y voient là une masse de profits à réaliser.

La France n'est pas intervenue en Lybie, en Afrique, au Mali, en Centrafrique pour « sauver la démocratie » chacun le sait. La France est intervenue pour exploiter les richesses des pays et freiner les appétits chinois sur le continent. Ce n'est pas pour sauver la démocratie qu'Hollande était accompagné au sommet de Bamako de Gattaz et de 70 délégations de patrons dont les plus grosses multinationales françaises comme Total, Veolia, Bolloré, Thalès etc.... Hollande au cours d'une intervention largement diffusée dans les médias s'est félicité du « devoir accompli » et de la fin de « la France- Afrique », le sommet de Bamako a d'ailleurs

été baptisé « Afrique–France », il suffit de changer les termes de place pour faire croire que la liberté règne partout. On continue à installer en Afrique comme ailleurs, des dirigeants politiques à la solde des impérialismes dominants. Tout cela se fait au prix de centaines de milliers de morts, de populations déplacées, de centaines de milliers de réfugiés, le capitalisme ne calcule que les profits, pas les conséquences de sa politique sur les peuples.

La situation est la même au Proche-Orient, le sommet de Paris sur le conflit Israël–Palestine n’a rien changé, sinon que les 70 participants se sont fendus d’une déclaration de bonne conscience laissant penser en filigrane qu’ils ont tout tenté, qu’il n’y a pas de solution. Netanyahu, encouragé par l’élection de Trump revendique le droit d’annexion de la Cisjordanie. Israël qui a toujours passé outre les résolutions de l’ONU, bénéficie d’un soutien objectif quoi qu’on en dise, de la communauté internationale qui se refuse à prendre des mesures contraignantes vis-à-vis de ce pays qui veut à terme s’accaparer de la totalité de la Palestine et de ses richesses afin de tenir un rôle incontournable dans la région.

Rompre les relations politiques, économiques, diplomatiques avec Israël sont des mesures élémentaires à prendre contre un État qui spolie les terres qui ne lui appartiennent pas.

Tout le Gotha du capitalisme s’est réuni cette semaine en Suisse à Davos, les discussions ont-elles abordé la situation en Palestine ?, on peut en douter, à l’heure de notre Comité National, nous ne savons pas encore les conclusions de ce sommet réunit pendant trois jours. Le président chinois s’est présenté comme étant un grand défenseur du capitalisme mondial, il sait de quoi il parle, les multinationales chinoises réalisent des profits considérables, la concurrence inter impérialiste se fait plus dure, Trump vient de déclarer qu’il n’était pas normal que la Chine maîtrise la plupart des routes maritimes en Asie et qu’il fallait y remédier.

Les conflits armés modifient les rapports de force, la recherche de profit prend une tournure dangereuse mais les résultats sont là, il ne vous a pas échappé l’annonce faite ces derniers jours sur la fortune des huit plus riches de la planète, qui représentent la richesse de 50 % de la population mondiale la plus pauvre. Mais derrière l’annonce présentée comme un scandale... rien, sinon l’absence de femmes (encore un scandale !!) dans les huit personnalités les plus riches.

Les 500 personnes les plus riches du monde ont accru leur fortune de 237 milliards de dollars en 2016. Elles possèdent ensemble 4427 milliards de dollars soit plus 5,7 % en un an. 20 000 milliards d'euros dorment dans les paradis fiscaux, 80 milliards par an pour la France rejoignent ces paradis fiscaux et 83,1 autres milliards ont échappé à l'impôt en 2016. Les entreprises du CAC 40 ont versé 56 milliards de dividendes à leurs actionnaires contre 43 milliards en 2015. 2185 milliards de richesses ont été créés en 2016 en France, ces milliards, ces sommes considérables sont détournées, accaparés par le capital pendant que des personnes meurent de la grippe faute de soins, que d'autres meurent de froid faute de logements, que d'autres encore ne peuvent se nourrir faute de moyens.

C'est le capitalisme avec toutes ses conséquences, mais qui en parle ? Les candidats aux élections ? Ils veulent tous soit aller plus loin, ou rendre le capital moins douloureux ce qui est impossible car c'est lié à son existence.

Notre responsabilité est grande dans ce moment de débats et d'explications. Je citais le sondage du journal « les Échos » sur l'appréciation des Français vis-à-vis de la politique, à la question : à votre avis faut-il réformer le capitalisme en profondeur ou sur quelques points ? (On voit la subtilité de la question) : 41 % des sondés ont répondu en profondeur, 51 % sur quelques points, 6 % ne veulent pas le réformer.

Au-delà de la manipulation consistant à rester dans le cadre du capitalisme, on voit le rejet de la politique du capital. La question de la suppression du capitalisme n'a pas été posée, les journalistes des Échos n'ont évidemment pas osés aller jusque-là, mais cette question c'est à nous de la poser dans toute sa dimension.

Il faut démontrer encore plus clairement que tant que le capitalisme existera, il n'y aura pas de solution pour le peuple.

Comment faire ? Engager la lutte politique quotidienne, déterminée pour chasser le capital, lui prendre les moyens de production et d'échange, lutter pour prendre le pouvoir politique, installer la démocratie à tous les niveaux de décision, tout cela pour répondre

aux besoins sociaux à satisfaire. Démontrer que des moyens considérables existent pour cela, citer les chiffres, ce que l'on peut faire avec ces moyens tout de suite, j'ai cité quelques exemples liés à la période hivernale, cela touche quelques services publics mais il faut aller plus loin, le secteur de la recherche de plus en plus dans les mains du capital, l'éducation que les patrons veulent dominer, la santé soumise à la rentabilité, les collectivités territoriales dont les services sont privatisés, les transports qu'ils soient par route, maritimes , aériens sont livrés au capital, l'industrie dépecée, délocalisée, l'agriculture dont le président de la FNSEA prévoit de profonds bouleversements, on sait dans quel sens.

Il ne doit pas y avoir de sujet sans nos propositions, le capitalisme est la cause unique des difficultés, il n'y en a pas d'autres, expliquons-le sans retenue, à chaque fois que nous en avons l'occasion. Pour imposer une autre politique en France, pour utiliser toutes les potentialités qui permettent un développement économique et social qui satisfait les besoins du peuple, il est indispensable d'arracher aux multinationales capitalistes les richesses créées par les travailleurs, **il faut prendre le pouvoir économique, financier, politique. Pour mettre en œuvre cette politique, il faut engager la lutte politique sans attendre. C'est à cette lutte que notre Parti avec son candidat à l'élection Présidentielle appelle tous celles et ceux qui veulent que ça change.**

Nous pouvons franchir une étape dans la période qui vient. C'est à ce titre que notre Comité National prend une importance particulière. L'activité politique que nous déployons dans les départements est primordiale pour faire avancer nos idées. Des adhésions sont déjà réalisées en ce début d'année au cours de réunions, débats, remise de cartes.

D'autres réunions, débats, conférences de presse sont prévues à l'occasion de la présidentielle, il faut les multiplier partout où nous sommes implantés. Précisons les dates de rencontres et d'initiatives.

Le tract de rentrée est disponible, il faut le diffuser largement, à chaque occasion, Les affiches sont prêtes à être collées, organisons les tournées, pensons aux moyens financiers, aux initiatives possibles pour récolter de l'argent, il en faut beaucoup, nous le savons.

Bref, il faut déployer une activité politique conséquente pour obtenir des résultats.

L'élection présidentielle va préparer les élections législatives à venir.

Tous les contacts que nous aurons eus, les débats les rencontres que nous aurons organisées vont être utiles pour les élections législatives. Il faut d'ores et déjà préparer les listes de candidats pour aborder ces élections dans les meilleures dispositions, examiner les circonscriptions, prévoir les plans de travail dans les départements avec les adhérents, les sympathisants, toutes celles et ceux qui nous côtoient souvent et qui donnent un « coup de main.

Encore une fois, nous sommes seuls à proposer une perspective politique révolutionnaire, mais nous sommes écoutés par un plus grand nombre, renforcés par de nouveaux adhérents.

Par notre activité nous pouvons aller plus loin, il faut mobiliser tout le parti, nous allons y parvenir soyons-en persuadés.